Tout bloquer à partir du 7 mars : c'est la grève générale !

La journée du 7 mars est déjà dans toutes les têtes. La plus grande victoire de la mobilisation a été d'imposer la date du 7 mars comme une journée de « blocage » et de « mise à l'arrêt ». Après des démonstrations de force très importantes les 16 et 31 janvier, puis, dans une moindre mesure, les 7 et 11 février, il n'était plus possible pour l'intersyndicale nationale de continuer à proposer des journées d'action symboliques et à ignorer la question clé du blocage de l'économie pour faire céder Macron. Dans le pays entier, tout le monde a compris que Macron ne cédera pas avec de simples manifestations, aussi importantes soient-elles. Des sondages indiquent depuis plusieurs jours qu'une majorité de la population souhaite un blocage, une paralysie du pays pour faire céder Macron

L'intersyndicale nationale ne pouvait plus ignorer totalement cette aspiration à passer aux choses sérieuses. Mais elle l'a fait à sa façon : non pas en appellant à la grève générale à partir du 7 mars (comme l'ont annoncé imprudemment certains médias) en invitant dès maintenant les salariés à préparer le blocage maximal de l'économie, mais en « durcissant » le ton, sans rompre avec la stratégie des journées d'action. Certes, l'intersyndicale appelle à la « mise en arrêt » de l'économie, mais simplement le 7 mars. En attendant, elle a appelé à une journée de mobilisation le 16 février (alors que la majorité est en vacances scolaires) qui ne pouvait qu'être une journée de reflux par rapport aux précédentes mobilisation, chacun ayant en tête que la prochaine grande échéance est le 7 mars. Pourquoi épuiser les travailleurs/avec une journée de mobilisation qui ne bloquerait rien du tout alors que le combat décisif s'annonce pour début mars ?

L'issue de la mobilisation va se jouer le 7 mars et les jours suivants. Il faut aujourd'hui profiter des deux semaines qui nous séparent de cette date pour **préparer les conditions d'une grève reconductible dans un maximum de secteurs :** se battre dans nos syndicats pour qu'il y ait un appel à la grève reconductible, mettre en place les structures d'auto-organisation sur les lieux de travail et au niveau interprofessionnel, regrouper les travailleurs/ses les plus motivés pour réfléchir aux modalités du blocage maximal de la production. Il faut également abonder les caisses de grève, notamment, « la caisse de solidarité », soutenue par plusieurs syndicats CGT et SUD lutte de classe, afin de permettre à celles et ceux qui seront en grève reconductible de tenir.

L'enjeu est bien que dans un maximum de secteurs les travailleurs/ses se mettent en

grève reconductible, en occupant leur lieu de travail (et non chacun chez soi) et en étant disponible pour mener tout type d'actions interprofessionnelles en dehors de leur lieu de travail. A partir du 7 mars, il s'agit d'affirmer notre « souveraineté » sur le travail, et donc de « travailler » pour la grève.

Nous pouvons d'ores et déjà nous appuyer sur des appels syndicaux à la grève reconductible à partir du 7 mars dans des secteurs clés de l'économie : un appel intersyndical à la RATP, des appels CGT et SUD à la SNCF, un appel CGT dans la Chimie et raffinage, un appel CGT chez les éboueurs, etc. Ou encore un appel intersyndical dans l'Aisne au blocage A PARTIR du 7 mars. Mais il y a un verrou qu'il faut essayer à faire sauter d'ici le 7 mars : le refus de l'intersyndicale nationale à appeler à la grève générale à partir du 7 mars. **Il faut donc mener le combat pour imposer aux directions de la CGT, FO, FSU, Solidaires, un appel unitaire à la grève générale au-delà de la seule journée du 7 mars.**

Dans la jeunesse, l'avant-garde étudiante appelle d'ores et déjà au blocage total à partir du 7 mars, notamment à Rennes II, Toulouse le Miarail et Tolbiac. Il faudra affronter les présidences d'université qui chercheront à fermer administrativement les universités et à organiser les enseignements à distance. L'occupation 24 heures sur 24 des universités doit être mis à l'ordre du jour : les étudiants doivent prendre le contrôle des universités pour les mettre au service de la mobilisation interprofessionnelle.

Sur le champ de la bataille parlementaire, les tensions s'aiguisent au sein de la NUPES et au sein de la France insoumise. Deux positions s'expriment :

- D'un côté, le PS, les Verts, le PCF, et une partie de la France insoumise (autour de Clémentine Autain notamment) voulaient limiter le nombre d'amendements pour pouvoir voter sur l'article 7 (sur le report de l'âge légal) avant vendredi soir (fin de la première lecture à l'Assemblée). C'était une demande de Berger et Martinez, relayée avec insistance par l'ensemble des médias des milliardaires. Leur souci était d'éviter les accusations de « bordélisation », et ils ne jurent que par une « Union de la gauche » bien sage derrière Berger et Martinez. Ils ont soit défendu très mollement, soit critiqué Thomas Portes qui s'est fait exclure de façon scandaleuse de l'Assemblée nationale pour avoir posé avec un ballon de foot avec la tête de Dussopt.

- D'un autre côté, la majorité du groupe parlementaire de LFI, soutenu par Mélenchon, assume un « combat de classe » contre les macronistes qui implique de « ne pas se tenir sage » et de ne pas céder aux intimidations de la bourgeoisie bien pensante. En rupture avec les codes du parlementarisme bourgeois, elle n'hésite pas à chanter le chant des gilets jaunes dans l'Assemblée ou à attaquer frontalement les membres du gouvernement. Bien entendu, cette radicalité formelle masque en partie un manque de radicalité sur le fond, mais elle est néanmoins bienvenue.

D'une part, la majorité du groupe parlement LFI assume la multiplication des

amendements pour batailler fermement contre le gouvernement, avec les arguments suivants : c'est le gouvernement qui a fait le choix d'une procédure accélérée. Pourquoi l'opposition devrait-elle renoncer à combattre sérieusement l'ensemble des articles en se concentrant uniquement sur l'article 7 ? Il fallait mener le combat contre la suppression des « régimes spéciaux », pour démasquer les mensonges du gouvernement sur la pension minimale à 1 200 € ou l'emploi des séniors. En outre, quel est l'intérêt d'offrir au gouvernement un succès fort probable sur l'article 7 qui pourrait démoraliser certains manifestants ?

D'autre part, elle prend ses distances avec la stratégie des bureaucraties syndicales, et appelle à « tout bloquer » pour faire céder Macron. Dans un article de blog, Mélenchon a écrit : « *il faudrait à l'idéal qu'elle [la grève reconductible] soit organisée et que son étendue et permanence soit planifiée comme la structure confédérale des centrales syndicales le permet* ». Sans entrer malheureusement en confrontation directe avec l'intersyndicale nationale, Mélenchon cherche néanmoins à incarner une ligne plus radicale, relayée notamment par Louis Boyard auprès de la jeunesse mobilisée.

Il est probable que ces tensions s'aiguisent ces prochains jours alors qu'un épisode crucial de la lutte des classes va commencer à partir du 7 mars. D'ores et déjà, les écologistes ont réclamé un « acte II de la NUPES » et ont dénoncé la stratégie frontale de la France insoumise. Il est fort probable que la gauche bourgeoise se tiendra aux côtés de Berger contre les travailleurs en grève reconductible qui chercheront à bloquer l'économie à partir du 7 mars. Lors des épisodes intenses de lutte de classe, les masques tombent.

Gaston Lefranc, le 20 février 2023